

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise – CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 23 mai 2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 mai 2023

Contexte et constats

Publié sur 

GEPOR Richemont-Mondelange
Port de Richemont
57270 Richemont

Références : RICHEMONT_GEPOR_2023-05-22_RAPVI-AR-PPA_CPE_24926
Code AIOT : 0006201582

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 mai 2023 dans l'établissement GEPOR Richemont-Mondelange implanté port de Richemont 57270 Richemont. L'inspection a été annoncée le 25 avril 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite porte sur le plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement et s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "air - plan de protection de l'atmosphère (PPA)" sur le site de Mondelange-Richemont situé dans le périmètre du PPA des Trois Vallées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEPOR Richemont-Mondelange
- port de Richemont 57270 Richemont
- code AIOT : 0006201582
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : non

La société GEPOR est autorisée par arrêté préfectoral n°97-AG/2-138 du 24 juin 1997 modifié à exploiter sur le port de Richemont-Mondelange des installations de stockage de matières premières (communes de Mondelange, Richemont, Hagondange et Bousse).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- capacités de stockage et conditions d'exploitation du site
- gestion de la ressource en eau
- rejets atmosphériques de poussières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Capacités des installations	arrêté préfectoral du 24/06/1997, article 1 partiel	/	sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conditions d'exploitation	arrêté préfectoral du 05/07/2017, article 7 partiel	/	sans objet
3	Gestion de la ressource en eau	arrêté préfectoral du 24/06/1997, article 20 partiel	/	sans objet
4	Rejets atmosphériques	arrêté préfectoral du 24/06/1997, article 11	/	sans objet
5	Rejets atmosphériques	arrêté préfectoral du 24/06/1997, article 13 partiel	/	sans objet
6	Rejets atmosphériques	arrêté préfectoral du 24/06/1997, article 14 partiel	/	sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats de l'inspection, l'exploitant respecte les prescriptions contrôlées lors de la présente visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacités des installations

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 24/06/1997 modifié, article 1 partiel
Thème(s) : situation administrative, capacité
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : [...] L'autorisation est délivrée pour les capacités suivantes : - stockages au sol : - 400 000 tonnes de minerais de fer - 30 000 tonnes de castine - 55 000 tonnes de charbon brut - 20 000 tonnes de charbon fin (0-5 mm) - 50 000 tonnes de coke - 5 000 tonnes de produits sidérurgiques (sous halle) - 5 000 tonnes de ferraille (à rotation rapide) - 40 000 tonnes de granulats [...]
Constats : L'exploitant a présenté l'état des stocks au 5 mai 2023 (état des stocks arrêté tous les vendredis) : - 0 tonne de minerais de fer - 11 700 tonnes de castine - 0 tonne de charbon brut - 12 000 tonnes de charbon fin (0-5 mm) - 300 tonnes de coke - 1 500 tonne de produits sidérurgiques (sous halle) - 0 tonne de ferraille (à rotation rapide) - 38 500 tonnes de granulats. Les capacités autorisées sont respectées.
Observations : L'activité du site a très nettement diminué suite à la fermeture des hauts-fourneaux et de la cokerie d'Arcelormittal. Toutefois, l'exploitant ne souhaite pas diminuer les quantités autorisées dans l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 2 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 05/07/2017, article 7 partiel
Thème(s) : risques accidentels, hauteur de stockage de granulats
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : La hauteur des tas de granulats n'excède pas six mètres.
Constats : Le jour de la visite, les tas ne dépassaient pas six mètres de hauteur. Le site étant peu occupé, les grandes aires disponibles permettent à l'exploitant d'étaler les tas de granulats et de charbon fin.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 24/06/1997, article 20 partiel
Thème(s) : risques chroniques, prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Toutes les dispositions sont prises par l'exploitant pour que le volume d'eau prélevé dans la Moselle fasse l'objet d'un suivi consigné dans un registre.</p> <p>Le prélèvement d'eau dans la Moselle est limité aux besoins liés à la préparation des solutions d'arrosage des tas de matières premières et des pistes pour la limitation des envols de poussières. Ce prélèvement ne peut excéder 100 m³/jour et 5 880 m³/an.</p> <p>Le relevé mensuel de la consommation en eau du réseau d'adduction d'eau publique et en provenance de la Moselle (en mètres cubes) est joint aux résultats de la surveillance réalisée conformément aux dispositions de l'article 18 du présent arrêté. (surveillance des émissions atmosphériques).</p>
<p>Constats : L'exploitant a déclaré ne pas avoir effectué d'arrosage en 2021 et 2022. Il a présenté les factures d'eau de 2021, 2022 et 2023 prélevée dans le réseau d'adduction d'eau publique. Cette eau est uniquement destinée à l'usage des locaux du personnel sur site. 2021 : total de 20 m³ (1 m³ + 6 m³ + 13 m³) 2022 : total de 294 m³ (6m³ + 6 m³ + 282 m³) 2023 : 1 seule facture de 73 m³ Suite à la dernière facture de 2022, l'exploitant a effectué des contrôles visuels afin de pouvoir comprendre d'où venait cette surconsommation. Au bout de quelques semaines, il a changé le chauffe-eau, car ce dernier fuyait. Le résultat se voit sur la première facture de 2023 indiquant une consommation qui a baissé à 73 m³. La prochaine facture de 2023 permettra de confirmer si la consommation est revenue à la normale.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 24/06/1997, article 11
Thème(s) : risques chroniques, émissions dans l'air de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions seront prises afin de ne pas gêner ou incommoder le voisinage par la dispersion de poussières lors de l'approvisionnement du stockage et de la manutention des charbons. À cet effet, l'exploitant dotera son installation d'un dispositif permettant d'assurer l'humidification des différents tas de produits de manière à limiter les envols conformément à une procédure qui sera soumise à l'avis de l'inspecteur des installations classées. Des produits fixateurs seront si besoin utilisés. Le dispositif devra permettre la pulvérisation d'eau sous forme de brouillard tant sur les stockages en cours de mouvement que sur les stockages statiques.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le véhicule permettant le pompage d'eau dans la Moselle et visant à disperser de l'eau sur les routes et les tas stockés sur le site.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 24/06/1997, article 13 partiel
Thème(s) : risques chroniques, émissions dans l'air de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : [...] Les différentes zones de stockages seront définies et attribuées à un type de produit donné. [...] L'exploitant tiendra à jour un plan des différents stockages accompagné de la justification de l'orientation de ceux-ci. Ce plan sera fourni mensuellement à l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant transmet mensuellement à l'inspection les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - la situation physique des stocks sur un plan du site à la fin du mois concerné, - la synthèse et les bons de balayage des pistes sur le mois concerné, - un tableau reprenant les conditions météorologiques (précipitations, vitesse et orientation du vent, etc.), - les mesures des dépôts de poussières en quatre points intérieurs et extérieurs du site. En l'absence de valeur de référence dans l'arrêté préfectoral et dans la réglementation française ou européenne, les niveaux de retombées atmosphériques sont comparés, à titre indicatif, à la valeur réglementaire allemande du TA LUFT, exprimée en moyenne annuelle, de 350 mg/m ² /jour. Sur les relevés de janvier et février 2023, les valeurs ne dépassaient pas 56 mg/m ² /jour et cette valeur concernait le point de mesure à l'intérieur du site.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 24/06/1997, article 14 partiel
Thème(s) : risques chroniques, émissions dans l'air de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : Les voies de circulation tant intérieures qu'extérieures à l'installation seront réalisées, entretenues et nettoyées de manière à prévenir les émissions de poussières et à limiter l'accumulation des boues et poussières sur les roues des véhicules susceptibles de circuler sur la voie publique. [...] Les voies de circulation seront arrosées en tant que de besoin, en saison sèche et par période de grand vent, ceci au minimum une fois par semaine.
Constats : Les bons de balayage des routes sont transmis mensuellement par l'exploitant à l'inspection. Cette opération est réalisée une à deux fois par semaine par un prestataire extérieur en fonction de l'activité du site. Sur la base d'un contrôle réalisé par sondage, il a été relevé cinq balayages en janvier 2023 et quatre balayages en février 2023 à raison d'une opération minimum par semaine.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet